Catalogue 11-001-XIF (English 11-001-XIE) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

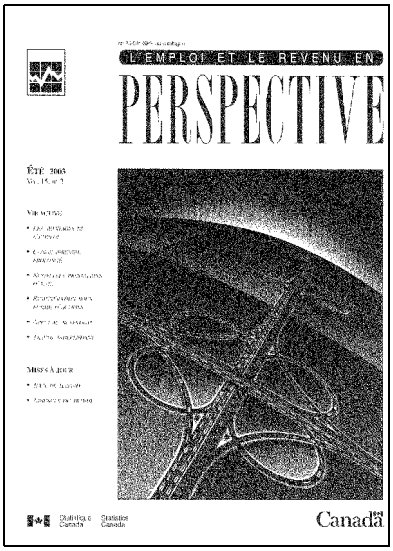
Statistique Canada

Le mercredi 18 juin 2003
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Finances des administrations publiques : recettes, dépenses et excédents,** 2002-2003 — 3
  En raison de la demande accrue des consommateurs, les recettes tirées des taxes à la consommation ont contribué à faire passer l'excédent consolidé des administrations publiques de 6,7 milliards de dollars en 2001-2002 à 8,3 milliards de dollars en 2002-2003.
- **Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières,** avril 2003 — 6
  Les investisseurs étrangers ont ajouté 4,8 milliards de dollars à leur portefeuille de titres canadiens en avril. Il s'agit de leur troisième mois consécutif d'investissements importants. Parallèlement, les investisseurs canadiens ont continué d'acquérir beaucoup d'obligations étrangères, tout en réduisant leurs avoirs d'actions étrangères.

(suite à la page 2)



L'emploi et le revenu en perspective
Été 2003

Le numéro de l'été 2003 de *L'emploi et le revenu en perspective* examine plusieurs aspects des avantages sociaux. «Les avantages de l'emploi» traite de la variété des avantages sociaux couramment offerts par les employeurs, incluant les régimes de soins médicaux et de soins dentaires, les régimes de retraite privés et autres. Un article connexe intitulé «Régimes de santé des travailleurs indépendants» se penche sur les avantages sociaux des travailleurs indépendants et démontre que ces derniers sont moins susceptibles d'être couverts par un régime d'assurances de soins médicaux, de soins dentaires ou d'invalidité que les salariés.

À la suite des récents changements apportés aux prestations parentales, de maternité et d'adoption en vertu de la *Loi sur l'assurance emploi*, on analyse les réactions des mères et des pères à ces changements dans deux articles, soit «L'avantage du congé parental prolongé» et «Les nouvelles prestations de maternité et parentales». L'article «Le point sur la rémunération sous forme d'actions» pose un regard sur cette forme relativement nouvelle d'avantage social, alors que «Le bénévolat pendant les heures de travail» suggère qu'un plus grand nombre d'employeurs donnent du temps à leurs employés afin qu'ils fassent du bénévolat. Ces articles ont été publiés précédemment dans la version en ligne de *L'emploi et le revenu en perspective.* Ce numéro comprend aussi une fiche sur les jeux de hasard et une sur l'absentéisme au travail, ainsi qu'une section *Quoi de neuf.*

Le numéro de l'été 2003 de *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 15, n° 2 (75-001-XPF, 18 $ / 58 $) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits.* Pour plus de renseignements, communiquez avec Henry Pold au (613) 951-4608 (*henry.pold@statcan.ca*), Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Stocks de viande de volaille congelée, au 1er juin 2003 9
Indice des taux de salaires syndicaux dans la construction, mai 2003 9
Panneaux de particules, de lamelles orientées et de fibres, avril 2003 9
Restaurants, traiteurs et tavernes, avril 2003 9
Emploi dans le secteur public, premier trimestre de 2003 9

NOUVEAUX PRODUITS

11

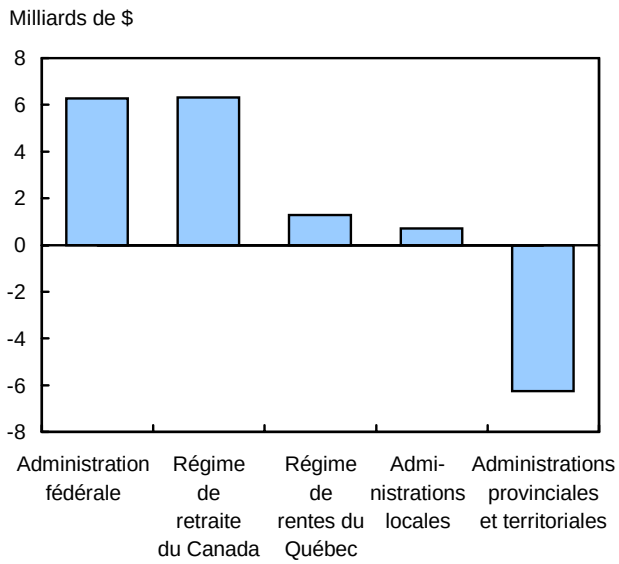
COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Finances des administrations publiques : recettes, dépenses et excédents

2002-2003

En raison de la demande accrue des consommateurs, les recettes tirées des taxes à la consommation ont contribué à faire passer l'excédent consolidé des administrations publiques de 6,7 milliards de dollars en 2001-2002 à 8,3 milliards de dollars en 2002-2003.

Surplus et déficits des administrations publiques au Canada



Un bond de 8,2 milliards de dollars des taxes à la consommation, ainsi qu'un montant additionnel de 4,0 milliards de dollars en impôts fonciers et en cotisations au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec, ont contrebalancé une baisse de 7,5 milliards de dollars au chapitre de l'impôt sur le revenu perçu. Les recettes globales ont augmenté de 7,4 milliards de dollars pour atteindre 473,8 milliards de dollars. En ce qui a trait aux dépenses, le service de la dette a diminué de 4,0 milliards de dollars, tandis que les dépenses en santé ont augmenté de 3,4 milliards de dollars, et celles au chapitre des services sociaux, de 4,7 milliards de dollars. Les dépenses globales ont progressé de 5,8 milliards de dollars pour atteindre 465,5 milliards de dollars.

Note aux lecteurs

Dans le cadre de la diffusion des statistiques sur les finances publiques pour l'exercice 2002-2003, les données ont été révisées rétroactivement à 1999-2000. Des données additionnelles concernant le présent communiqué sont disponibles dans la publication Statistiques sur le secteur public – supplément *(68-213-SIF, gratuite).*

Les termes ***administrations publiques consolidées*** *sont utilisés pour décrire la consolidation des données financières des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales, ainsi que du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec. La consolidation est l'agrégation de paliers de l'administration publique, après l'élimination des inscriptions en double. Par exemple, sans la consolidation, les transferts fédéraux aux provinces et aux territoires seraient comptés deux fois, d'un côté comme une dépense fédérale, et de l'autre, comme une dépense provinciale ou territoriale.*

Le ***Système de gestion financière (SGF)*** *est un cadre comptable utilisé pour produire les statistiques des administrations publiques comprises dans le présent communiqué. Le SGF normalise les comptes des administrations publiques, afin de rendre leurs statistiques cohérentes et comparables. C'est pourquoi les statistiques selon le SGF peuvent différer des données publiées dans les états financiers des différentes administrations publiques.*

L'exercice financier se termine le 31 mars pour les administrations fédérale, provinciales et territoriales, le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec, et le 31 décembre pour les administrations locales.

Toutes les statistiques comprises dans le présent communiqué sont en dollars courants.

Contraste entre les excédents et les déficits par niveau d'administration

L'administration fédérale, ainsi que le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec, mis ensemble, ont enregistré un excédent de 13,9 milliards de dollars, ce qui contraste largement avec le déficit combiné de 5,6 milliards de dollars des administrations provinciales et locales à ce chapitre.

Baisse de l'impôt sur le revenu

L'ensemble de l'impôt perçu sur le revenu des particuliers a diminué pour la première fois depuis 1993-1994, en baisse de 3,8 milliards de dollars pour atteindre 140,5 milliards de dollars. La réduction s'explique en grande partie par la faiblesse des marchés financiers et les baisses d'impôt au niveau fédéral.

L'impôt perçu sur les bénéfices des sociétés a diminué pour une deuxième année consécutive pour s'établir à 34,7 milliards de dollars, reflétant dans une large mesure les faibles profits enregistrés au cours de

l'année précédente. En comparaison de 2000-2001, la diminution s'est chiffrée à 8,7 milliards de dollars.

L'impôt fédéral sur le revenu des particuliers et sur les bénéfices des sociétés a diminué de 6,4 milliards de dollars, ce qui a entraîné une baisse des recettes totales pour une deuxième année consécutive. À l'échelon provincial, l'impôt sur le revenu des particuliers est demeuré stable, tandis que l'impôt sur les bénéfices des sociétés a diminué de 1,5 milliard de dollars en 2002-2003.

La Colombie-Britannique a connu une réduction marquée de 1,7 milliard de dollars de ses recettes combinées au chapitre de l'impôt des particuliers et de l'impôt des sociétés. Les taux de croissance les plus importants de l'impôt sur le revenu perçu ont été enregistrés en Saskatchewan, à Terre-Neuve-et-Labrador et à l'Île-du-Prince-Édouard. En 2002-2003, l'impôt sur le revenu des particuliers en Ontario a continué de diminuer, tandis que l'impôt des sociétés a augmenté de 0,3 milliard de dollars. En Alberta, l'impôt sur le revenu des particuliers a crû de 0,4 milliard de dollars, tandis que l'impôt sur les bénéfices des sociétés a diminué de 0,2 milliard de dollars.

Hausse marquée des taxes à la consommation

L'administration fédérale a perçu 44,4 milliards de dollars en taxes à la consommation, en hausse de 4,7 milliards de dollars par rapport à 2001-2002. Ceci reflète la vigueur de la construction résidentielle neuve et des achats de biens durables. La taxe sur les produits et services a représenté près des trois quarts des taxes perçues (31,3 milliards de dollars), tandis que les droits de douane, les taxes sur le tabac et sur l'essence et les autres taxes ont représenté le reste. Les nouveaux droits pour la sécurité des passagers du transport aérien perçus par l'administration fédérale ont généré des recettes de 0,4 milliard de dollars.

À l'échelon provincial, les taxes à la consommation ont crû de 3,6 milliards de dollars, ayant atteint 52,4 milliards de dollars en 2002-2003. Le Québec (+1,3 milliard de dollars) et l'Ontario (+1,1 milliard de dollars) ont enregistré les hausses les plus importantes. Parmi les taxes à la consommation, celles sur les boissons alcoolisées et le tabac ont augmenté de 36,2 % ou 1,3 milliard de dollars, l'Ontario ayant contribué le plus à la hausse (+0,5 milliard de dollars) observée dans cette catégorie, et l'Alberta ayant enregistré le taux de croissance le plus élevé, soit 66 %.

Ralentissement de la croissance des dépenses

Une baisse de 3,6 milliards de dollars du service de la dette fédérale ainsi qu'une diminution de près de 0,7 milliard de dollars des subventions fédérales à l'agriculture et des indemnités versées aux compagnies aériennes, ont contribué à ralentir les dépenses. La baisse des indemnités versées aux compagnies aériennes a fait suite au retour à la normale des activités après les événements du 11 septembre 2001.

Le service de la dette provincial a diminué à un rythme plus lent (-0,8 milliard de dollars) que celui de l'administration fédérale, principalement en raison de la croissance de la dette. En ce qui a trait aux autres dépenses, presque toutes les catégories ont connu des hausses, pour atteindre un total de 242,2 milliards de dollars, soit 1,8 % de plus qu'en 2001-2002. Parmi les provinces et les territoires, l'Alberta a affiché des dépenses plus faibles en 2002-2003, alors que l'important programme de rabais au chapitre des coûts de l'énergie a pris fin, et la Saskatchewan a réduit ses paiements aux agriculteurs par rapport à l'année précédente.

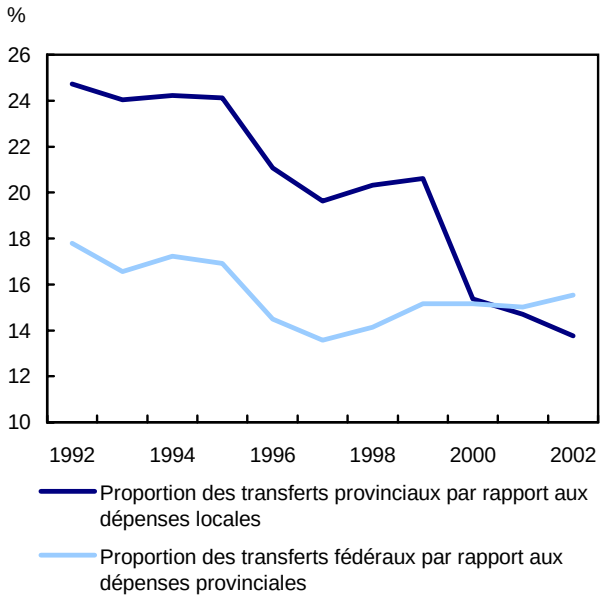
Les recettes des municipalités n'augmentent pas au même rythme que les dépenses

Les administrations publiques générales locales (qui excluent les conseils scolaires) ont vu la croissance de leurs recettes tirer de l'arrière par rapport à celle des dépenses au cours des trois dernières années, ce qui a entraîné un déficit de 41 millions de dollars, le premier en cinq ans. En 2002, les recettes municipales ont augmenté de 666 millions de dollars, ou de 1,4 %. Une hausse de 815 millions de dollars des impôts fonciers et des impôts connexes, la principale source de revenus des municipalités, a contribué à réduire le déficit, du fait qu'elle a contrebalancé une réduction de 302 millions de dollars des transferts provinciaux. Les déficits en 2002 se sont principalement concentrés en Ontario (-314 millions de dollars), en Colombie-Britannique (-199 millions de dollars) et au Québec (-155 millions de dollars). L'Alberta (686 millions de dollars), Terre-Neuve-et-Labrador (37 millions de dollars) et la Saskatchewan (27 millions de dollars) sont les seules provinces à avoir enregistré un excédent.

Au cours des trois dernières années, les recettes provenant des administrations provinciales ont poursuivi leur tendance à la baisse, représentant 14,6 % des dépenses municipales, ce qui a forcé les municipalités à dépendre davantage de leurs propres sources de revenus. Ces pourcentages ont varié d'une province à l'autre, allant de 4 % en Colombie-Britannique à 27 % à Terre-Neuve-et-Labrador. Dans les territoires, le Yukon

a enregistré un pourcentage de 29 %, tandis que les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut ont affiché des pourcentages de 48 % et de 58 % respectivement.

Transferts fédéraux et provinciaux



Ratio des transferts fédéraux par rapport aux dépenses provinciales en hausse pour la première fois en deux ans

Les transferts reçus par les provinces de l'administration fédérale ont compensé dans une proportion de 15,5 %, ou 37,7 milliards de dollars, l'ensemble des dépenses des provinces en 2002-2003. Ces pourcentages ont varié d'une province et d'un territoire à l'autre, allant de 10 % en Alberta à 35 % à Terre-Neuve-et-Labrador. Ce ratio est de 80 % au Yukon et au Nunavut et de 50 % dans les Territoires du Nord-Ouest.

Les excédents les plus importants aux niveaux provincial et local sont enregistrés en Alberta

En 2002-2003, quatre des treize administrations provinciales et territoriales du Canada, dont l'Alberta affichant un excédent de 1,5 milliard de dollars, ont enregistré au total un excédent de 1,6 milliard de dollars. Au niveau local (qui inclut les conseils scolaires), l'Alberta a aussi affiché l'excédent le plus important (0,7 milliard de dollars) pour la troisième année consécutive, tandis que l'excédent de l'Ontario a atteint 0,4 milliard de dollars. Au total, l'excédent des administrations locales s'est chiffré à 0,7 milliard de dollars.

Le Régime de pensions du Canada a enregistré des excédents substantiels au cours des dernières années, passant de 5,5 milliards de dollars en 1999-2000 à 6,6 milliards de dollars en 2002-2003. L'administration fédérale a enregistré un quatrième excédent consécutif, soit 6,3 milliards de dollars, en baisse de 1,1 milliard de dollars par rapport à l'année précédente.

Stabilité des salaires et traitement des administrations publiques en proportion des salaires totaux

Les salaires et traitements versés par les administrations publiques (y compris les écoles, les hôpitaux, et autres) ont atteint 112,6 milliards de dollars en 2002, en hausse de 4,8 % par rapport à 2001. Les salaires et traitements ont représenté 25,6 % de toutes les dépenses des administrations publiques. La masse salariale des administrations publiques a aussi représenté 21,3 % de la valeur totale des salaires et traitements versés aux employés salariés au Canada en 2002, soit le même pourcentage que pour les deux dernières années.

On comptait 82 employés de la fonction publique par 1 000 habitants en 2002, soit le même nombre qu'en 1969 et que pour les trois dernières années. Le niveau le plus élevé a été enregistré en 1991, soit 97 employés par 1 000 habitants.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 183-0002 à 183-0004, 385-0001 à 385-0009, 385-0022 et 385-0023.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1735.

La publication *Statistiques sur le secteur publique – supplément, 2002-2003*, (68-213-SIF, gratuite) est maintenant offerte dans le site Web de Statistique Canada. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Gouvernement*.

Des données peuvent être obtenues sous forme de totalisations spéciales faites sur demande. Pour plus de renseignements sur les produits et les services de la Division des institutions publiques, communiquez avec Joanne Rice au (613) 951-0767 (*joanne.rice@statcan.ca*).

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Jean-François Carbonneau au (613) 951-8561, Division des institutions publiques. ■

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

Avril 2003

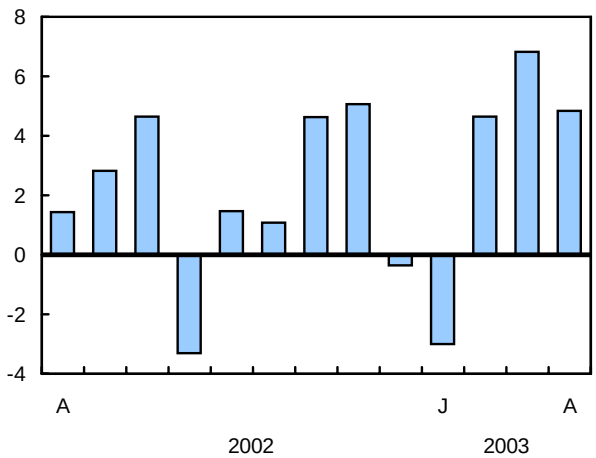
Les investisseurs étrangers ont ajouté 4,8 milliards de dollars à leur portefeuille de titres canadiens en avril. Il s'agit de leur troisième mois consécutif d'investissements importants. Parallèlement, les investisseurs canadiens ont continué d'acquérir beaucoup d'obligations étrangères tout en réduisant leurs avoirs d'actions étrangères.

L'investissement étranger dans les obligations canadiennes demeure considérable

Les investisseurs étrangers ont continué d'investir fortement dans les obligations canadiennes en avril, si bien qu'ils ont ajouté 3,7 milliards de dollars aux 13,0 milliards de dollars qu'ils ont investis au cours des deux mois précédents. L'investissement d'avril se répartissait à peu près entre les acquisitions d'émissions en circulation du gouvernement fédéral et celles du marché primaire (les nouvelles émissions moins les rachats). Sur le marché primaire, les administrations provinciales détenaient pour 2,5 milliards de dollars de nouvelles émissions nettes, tandis que les sociétés avaient pour 0,9 milliard de dollars de rachats nets.

Investissements étrangers en valeurs mobilières canadiennes[1]

Milliards de $



[1] *Incluent les obligations, les actions et les instruments du marché monétaire.*

Renseignements complémentaires concernant les marchés financiers

*En avril, les **taux d'intérêt** à court terme du Canada n'ont augmenté que de cinq points de base, alors que les taux comparables aux États-Unis sont demeurés inchangés, ce qui a porté le différentiel entre les deux pays à 206 points de base, toujours en faveur des placements au Canada. Les taux canadiens, qui ont clôturé à 3,19 % en avril, augmentent de façon constante depuis qu'ils sont tombés à leur niveau le plus bas (1,95 %) en décembre 2001. Par contraste, les taux américains ont constamment diminué au cours de la même période et ont récemment atteint un creux sans précédent de seulement 1,13 %.*

Pour ce qui est des taux à long terme, l'écart en faveur du Canada a diminué de 16 points de base et s'est établi à 101 points de base en avril. Un recul de 23 points de base a fait tomber les taux du Canada à 4,90 % en avril, tandis que les taux comparables aux États-Unis se sont établis à 3,89 %, faisant suite à un repli de seulement sept points de base.

*Le **cours des actions** canadiennes (mesuré selon l'indice composite S&P/TSX) a enregistré en avril son premier gain mensuel en 2003 (+3,8 %), ce qui a effacé en grande partie le recul de 4,1 % observé au premier trimestre.*

Par comparaison, le cours des actions américaines (mesuré selon l'indice composite Standard & Poor's 500) a affiché en avril une progression beaucoup plus marquée (+8,1 %). Si on y ajoute le faible gain affiché en mars, le gain de 9,0 % en deux mois représente le double de la perte de 4,4 % enregistrée en janvier et en février.

*En avril, le **dollar canadien** a gagné un autre cent et deux tiers par rapport au dollar américain, ce qui porte le gain à six cents et un tiers, soit exactement 10 %, depuis la fin de 2002. Le niveau de 69,76 cents US atteint à la fin d'avril est sa valeur de clôture la plus élevée depuis avril 1998.*

Définitions

Les séries sur les opérations internationales en valeurs mobilières ont trait aux opérations de portefeuille en actions et en obligations (canadiennes et étrangères) et en instruments (ou effets) du marché monétaire canadien.

*Les **actions** comprennent les actions ordinaires et privilégiées ainsi que les bons de souscription.*

*Les **titres d'emprunt** comprennent les obligations et les instruments du marché monétaire.*

*Les **obligations** ont une échéance de plus d'une année.*

*Les **instruments du marché monétaire** ont une échéance d'une année ou moins. Les **effets du gouvernement du Canada** incluent les bons du Trésor et les billets du gouvernement du Canada, ces derniers étant libellés en dollars américains. Les **autres effets du marché monétaire** comprennent les bons du Trésor et les autres billets émis par les autres administrations et leurs entreprises, les acceptations bancaires, les billets à vue au porteur des banques, les effets commerciaux et les autres effets à court terme.*

Au cours des quatre premiers mois de 2003, les investisseurs étrangers ont ajouté 13,6 milliards de dollars à leur portefeuille d'obligations canadiennes,

dont 10,4 milliards de dollars étaient des émissions en circulation sur le marché secondaire, principalement des obligations du gouvernement fédéral, tandis que le reste venait du marché primaire et consistait surtout en nouvelles obligations de sociétés. Les nouvelles obligations vendues sur les marchés étrangers se sont élevées à 18,8 milliards de dollars au cours des quatre premiers mois de 2003. Toutefois, elles ont été largement neutralisées par les rachats de 16,8 milliards de dollars d'obligations canadiennes détenues par des investisseurs étrangers. Comme c'était le cas en 2002, les administrations provinciales et les sociétés ont contribué à la majorité de ces rachats. Dans l'ensemble, l'investissement étranger de cette année provenait majoritairement des investisseurs américains et européens.

En avril, les investisseurs étrangers ont accru de 0,7 milliard de dollars leurs avoirs d'instruments du marché monétaire canadien, ce qui réduit le désinvestissement en cumul annuel à 0,5 milliard de dollars. L'investissement d'avril comprenait pour 1,1 milliard de dollars de bons du Trésor fédéral. Il s'agit du premier investissement important dans cet instrument en 2003. Cet investissement a toutefois été neutralisé par une réduction des avoirs étrangers d'effets à court terme des entreprises fédérales et des administrations provinciales. En avril, les taux d'intérêt à court terme du Canada ont légèrement augmenté, alors que les taux comparables aux États-Unis sont demeurés inchangés, ce qui a porté le différentiel entre les deux pays à 206 points de base, en faveur des placements au Canada.

Les investisseurs étrangers acquièrent un peu d'actions canadiennes

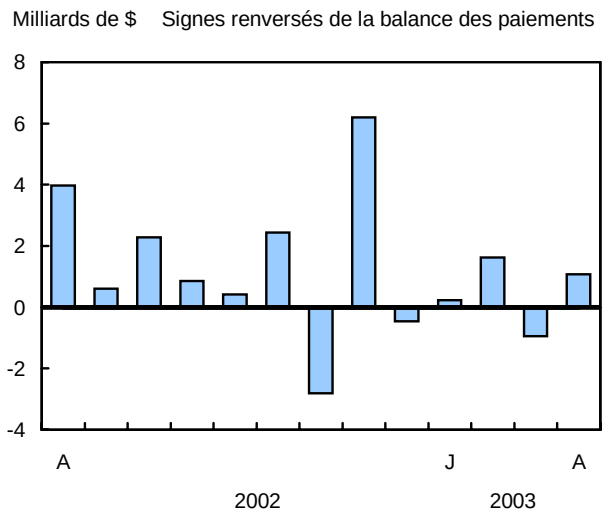
En avril, les investisseurs étrangers ont acquis 0,4 milliard de dollars d'actions canadiennes, ce qui a annulé un désinvestissement similaire en mars. En cumul annuel, l'investissement étranger en actions canadiennes a très peu fluctué pour se situer à seulement 0,2 milliard de dollars. Par contre, au cours de la période correspondante de janvier à avril 2002, les investisseurs étrangers avaient réduit de 4,1 milliards de dollars leur portefeuille d'actions canadiennes. De même, le cours des actions canadiennes (mesuré selon l'indice composite S&P/TSX) a fait volte-face avec un gain de 3,8 % enregistré en avril, ayant effacé en grande partie le recul de 4,1 % enregistré au premier trimestre.

Les investisseurs canadiens continuent d'acquérir des obligations étrangères et ralentissent leurs ventes d'actions étrangères

Les investisseurs canadiens ont acheté des obligations étrangères pour un quatrième mois consécutif. L'important montant de 1,7 milliard de dollars qu'ils ont ajouté en avril porte à 5,3 milliards de dollars leur investissement cumulatif en 2003. Là-dessus, environ les trois quarts représentent des obligations du Trésor américain et le reste, des obligations d'outre-mer.

Par contraste, après avoir liquidé un montant record de 2,2 milliards de dollars d'actions étrangères en mars, les investisseurs canadiens ont continué de réduire leurs avoirs en avril, mais de seulement 0,6 milliard de dollars. Cette vente d'actions étrangères demeure attribuable aux réductions des portefeuilles d'actions étrangères du secteur des fonds communs de placement du Canada. Le désinvestissement d'avril a consisté en la vente de 1,1 milliard de dollars d'actions américaines et en l'acquisition de 0,4 milliard de dollars d'actions d'outre-mer.

Investissements canadiens en valeurs mobilières étrangères[1]



[1] *Incluent les obligations et les actions.*

Données stockées dans CANSIM : tableaux 376-0018 à 376-0029 et 376-0042.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 1532, 1534, 1535 et 1537.

Le numéro de avril 2003 de la publication intitulée *Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières* (67-002-XIF, 14 $ / 132 $) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Robert Théberge au (613) 951-1860, Division de la balance des paiements.

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

	Janvier 2003	Février 2003	Mars 2003	Avril 2003	Janvier à avril 2002	Janvier à avril 2003
	en millions de dollars					
Investissements étrangers en valeurs mobilières canadiennes	**-3 000**	**4 656**	**6 818**	**4 843**	**5 022**	**13 317**
Obligations (nettes)	-3 141	5 117	7 904	3 742	7 908	13 622
Émissions en circulation	1 450	5 251	1 902	1 761	2 042	10 364
Nouvelles émissions	895	5 407	7 720	4 770	14 038	18 792
Remboursements	-5 983	-5 555	-1 845	-3 432	-9 177	-16 815
Changement aux intérêts à payer[1]	497	13	127	643	1 005	1 280
Instruments du marché monétaire (nets)	786	-1 219	-704	665	1 202	-472
Gouvernement du Canada	-552	-697	299	1 125	-444	175
Autres	1 337	-522	-1 003	-460	1 645	-647
Actions (nettes)	-645	758	-382	436	-4 087	167
Émissions en circulation	-647	712	-387	587	-2 529	266
Autres transactions	2	46	4	-151	-1 558	-99
Investissements canadiens en valeurs mobilières étrangères	**-226**	**-1 619**	**940**	**-1 073**	**-15 411**	**-1 978**
Obligations (nettes)	-642	-1 691	-1 272	-1 715	-4 201	-5 319
Actions (nettes)	416	71	2 212	642	-11 210	3 341

[1] *Les intérêts courus moins les intérêts payés.*

Note: *Un signe négatif indique une sortie de capitaux du Canada, par exemple, un retrait de l'investissement étranger au Canada ou encore une augmentation de l'investissement canadien à l'étranger.*

■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Stocks de viande de volaille congelée

Au 1er juin 2003 (données provisoires)

Les stocks de viande de volaille congelée au 1er juin totalisaient 58 024 tonnes métriques, en baisse de 16,3 % par rapport au 1er juin 2002.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 003-0023 et 003-0024.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3425.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Debbie Dupuis au (613) 951-2553 (*debbie.dupuis@statcan.ca*), Division de l'agriculture. ■

Indice des taux de salaires syndicaux dans la construction

Mai 2003

L'indice total des taux de salaires syndicaux dans la construction (y compris les suppléments) pour le Canada a augmenté de 2,0 % en mai par rapport à son niveau de 125,3 enregistré en avril (1992=100). L'indice composite a augmenté de 2,3 % par rapport à l'indice de mai 2002.

Les taux de salaires syndicaux sont publiés pour 16 métiers dans 20 régions métropolitaines tant pour les taux de base que pour les taux incluant certains paiements supplémentaires. Des indices (1992=100) sont calculés pour les mêmes régions métropolitaines et sont publiés pour celles où une majorité des métiers est couverte par les conventions collectives actuelles.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 327-0003 et 327-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2307.

Le numéro du deuxième trimestre de 2003 de *Statistiques des prix des immobilisations* (62-007-XPB, 24 $ / 79 $) paraîtra en septembre. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Rebecca McDougall au (613) 951-3357 (*infounit@statcan.ca*), Division des prix. Télécopieur : (613) 951-1539. ■

Panneaux de particules, de lamelles orientées et de fibres

Avril 2003

Il est maintenant possible d'obtenir les données d'avril sur les panneaux de particules, de lamelles orientées et de fibres.

Données stockées dans CANSIM : tableau 303-0002.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2141.

Le numéro d'avril 2003 de *Panneaux de particules, de lamelles orientées et de fibres*, vol. 39, nº 4 (36-003-XIB, 5 $ / 47 $) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*manufact@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Restaurants, traiteurs et tavernes

Avril 2003

En avril, les recettes totales estimatives des restaurants, des traiteurs et des tavernes se sont élevées à 2,65 milliards de dollars, en baisse de 0,2 % par rapport aux estimations d'avril 2002.

Données stockées dans CANSIM : tableau 355-0001.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2419.

Le numéro d'avril 2003 de la publication *Statistiques des restaurants, traiteurs et tavernes* (63-011-XIF, 6 $ / 55 $) paraîtra sous peu. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Bill Birbeck au (613) 951-3506, Division des industries de service. ■

Emploi dans le secteur public

Premier trimestre de 2003 (données provisoires)

Il est maintenant possible d'obtenir les estimations sur l'emploi et le total des salaires et des traitements dans

le secteur public pour le premier trimestre. Des révisions ont été apportées aux données à partir de 1999.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 183-0002 à 183-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 1713 et 1728.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Daniel Salois au (613) 951-0379 (*salodan@statcan.ca*), Division des institutions publiques. ■

NOUVEAUX PRODUITS

Panneaux de particules, de lamelles orientées et de fibres, avril 2003, vol. 39, n° 4
Numéro au catalogue : 36-003-XIB (5 $/47 $).

Radiodiffusion et télécommunications, vol. 33, n° 1
Numéro au catalogue : 56-001-XIF (10 $/32 $).

Importations par marchandise, avril 2003, vol. 60, n° 4
Numéro au catalogue : 65-007-XMB (37 $/361 $).

Importations par marchandise, avril 2003, vol. 60, n° 4
Numéro au catalogue : 65-007-XPB (78 $/773 $).

Statistiques sur le secteur public - supplément, 2002-2003
Numéro au catalogue : 68-213-SIF
(gratuit).

L'emploi et le revenu en perspective, été 2003, vol. 15, n° 2
Numéro au catalogue : 75-001-XPF (18 $/58 $).

Causes de décès, 2000
Numéro au catalogue : 84-208-XIF
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et –XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

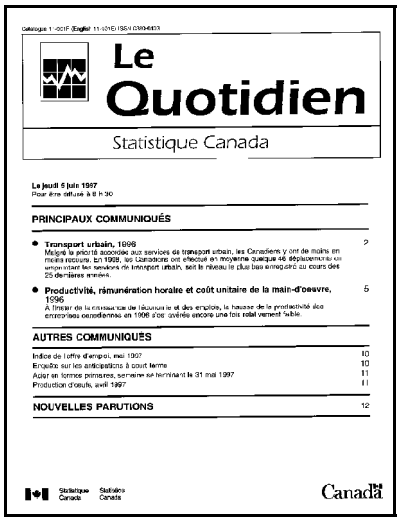
Pour commander les produits par téléphone :
Ayez en main : • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez :	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez :	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur :	**1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte :	**1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet : écrivez à *order@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca)*. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
  Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en empruntant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'oeuvre, 1996** 5
  A l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
Enquête sur les anticipations à court terme 10
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 31 mai 1997 11
Production d'oeufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à *listproc@statcan.ca.* Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2003. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.